TECHNIP

Le Président

PDG/029/98

8081820

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE
24 AOUT 1998
DÉPOT N° 20893

Je soussigné, Pierre VAILLAUD, Président du Conseil d'Administration, atteste, conformément aux pouvoirs qui m'ont été conférés par le Conseil d'Administration en date du 30 avril 1998, que les salariés de TECHNIP et de ses filiales adhérentes du plan d'épargne d'entreprise groupe, dont la liste figure en annexe pour chacun des FCPE, ont versé sur :

- le FCPE "ACTIONNARIAT TECHNIP" le montant de 1.464.520 francs permettant de souscrire à 73.226 actions nouvelles au nominal de 20 francs pour un prix de souscription de 590,60 francs
- le FCPE "TECHNIP GARANTI 1998" le montant de 398.200 francs permettant de souscrire à 19.910 actions nouvelles au nominal de 20 francs pour un prix de souscription de 590,60 francs.

J'atteste également que chacune des personnes ayant réalisé ces versements, est salariée de TECHNIP ou d'une de ses filiales adhérentes du plan d'épargne d'entreprise groupe et qu'elle disposait à la date du début de souscription, soit 15 juin 1998, d'une ancienneté d'au moins trois mois.

En conséquence, j'atteste, que l'augmentation de capital réalisée ce jour, le 24 juillet 1998, par l'intermédiaire des deux FCPE "ACTIONNARIAT TECHNIP" et " TECHNIP GARANTI 1998"

est de 1.862.720 francs

ce qui porte le capital de TECHNIP à 332.513.700 francs

et donne lieu à l'émission de 93.136 actions nouvelles au nominal de 20 francs pour un prix de souscription de 590,60 francs.

Fait à Paris la Défense, le 24 juillet 1998

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DS ..... LE .....
F° 16 14/1/27
190 F
REÇU ..... Dts D'ENR[illegible] MILLE [illegible] FRANCS
Signature :

Pierre VAILLAUD

Technip - La Défense 6 - 92973 Paris La Défense Cedex - France

Téléphone : (33) (1) 47 78 20 04 - Fax : (33) (1) 47 78 35 02 - Télex : TCNIP A 612 839 F

FONGEPAR
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A l'augmentation de capital de 330.650.980 francs à 332.513.700 francs dont les modalités sont détaillées au verso

Je soussigné,

dénomination : FCPE "ACTIONNARIAT TECHNIP"

représenté par : Arlette DUCASSE-KLOTZ, Directeur Général de FONGEPAR

adresse : 10, Place de Catalogne, 75014 PARIS

connaissance prise des conditions d'émission des actions nouvelles énoncées dans la notice mentionnée en annexe,

déclare souscrire, au nom et pour le compte de certains salariés de TECHNIP

73.226 actions nouvelles de 20,00 francs nominal soit	1.464.520,00 Frs
et verser une prime d'émission de 570,60 francs par action soit	41.782.755,60 Frs
soit un total de :	43.247.275,60 Frs

Ces actions nouvelles seront inscrites au compte du FCPE à la Caisse des dépôts et consignations - 56 rue de Lille - 75007 PARIS.

Fait à Paris, le 24 juillet 1998
en deux exemplaires originaux
dont un resté en ma possession

Signature

Le souscripteur fera précéder sa signature de la mention
"bon pour souscription à 73.226 actions

TECHNIP

Société anonyme au capital de 330.650.980 francs

Siège social : 170, Place Henri Regnault - 92400 COURBEVOIE
RCS / NANTERRE B 589803 261

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 330.650.980,00 francs à 332.513.700,00 francs par l'émission au prix de 590,60 francs de 93.136 actions nouvelles de 20,00 francs nominal crées jouissance du 1er janvier 1998

RESERVEE AUX SALARIES DU GROUPE TECHNIP
PAR L'INTERMEDIAIRE DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT
"ACTIONNARIAT TECHNIP"
ET
"TECHNIP GARANTI 1998"

Décision du conseil d'administration en date du 30 avril 1998 prise en vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 1998.

Les actionnaires ont renoncé à exercé leur droit préférentiel de souscription.

PRIX D'EMISSION 590,60 FRANCS

égal à 20 % de la moyenne des cours des vingt séances de bourse précédant la réunion du conseil d'administration du 30 avril 1998

LA PERIODE DE VERSEMENTS EST OUVERTE DU 15 JUIN 1998 AU 26 JUIN 1998 INCLUS.
LA SOUSCRIPTION PAR LES FCPE A LIEU LE 24 JUILLET 1998.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A l'augmentation de capital de 330.650.980 francs à 332.513.700 francs dont les modalités sont détaillées au verso

Je soussigné,

dénomination : FCPE "TECHNIP GARANTI 98"

représenté par : Arlette DUCASSE-KLOTZ, Directeur Général de FONGEPAR

adresse : 10, Place de Catalogne, 75014 PARIS

connaissance prise des conditions d'émission des actions nouvelles énoncées dans la notice mentionnée en annexe,

déclare souscrire, au nom et pour le compte de certains salariés de TECHNIP

19.910 actions nouvelles de 20,00 francs nominal soit	398.200,00 Frs
et verser une prime d'émission de 570,60 francs par action soit	11.360.646,00 Frs
soit un total de :	11.758.846,00 Frs

Ces actions nouvelles seront inscrites au compte du FCPE à la Caisse des dépôts et consignations - 56 rue de Lille - 75007 PARIS.

Fait à Paris, le 24 juillet 1998
en deux exemplaires originaux
dont un resté en ma possession

bon pour souscription à 19.910 actions

Signature

Le souscripteur fera précéder sa signature de la mention
"bon pour souscription à 19.910 actions

TECHNIP

Société anonyme au capital de 330.650.980 francs

Siège social : 170, Place Henri Regnault - 92400 COURBEVOIE
RCS / NANTERRE B 589803 261

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 330.650.980,00 francs à 332.513.700,00 francs par l'émission au prix de 590,60 francs de 93.136 actions nouvelles de 20,00 francs nominal crées jouissance du 1er janvier 1998

RESERVEE AUX SALARIES DU GROUPE TECHNIP
PAR L'INTERMEDIAIRE DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT
"ACTIONNARIAT TECHNIP"
ET
"TECHNIP GARANTI 1998"

Décision du conseil d'administration en date du 30 avril 1998 prise en vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 1998.

Les actionnaires ont renoncé à exercé leur droit préférentiel de souscription.

PRIX D'EMISSION 590,60 FRANCS

égal à 20 % de la moyenne des cours des vingt séances de bourse précédant la réunion du conseil d'administration du 30 avril 1998

LA PERIODE DE VERSEMENTS EST OUVERTE DU 15 JUIN 1998 AU 26 JUIN 1998 INCLUS.
LA SOUSCRIPTION PAR LES FCPE A LIEU LE 24 JUILLET 1998.

TECHNIP

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 30 AVRIL 1998

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

La séance est ouverte à 17 H. par M. FERRARI.

Assistaient à la séance :

M. APPERT	Administrateur
M. BARBAROUX	Administrateur
M. CAPARROS	Administrateur
M. FERRARI	Représentant permanent d'ISIS, Administrateur
M. JEUNET	Administrateur
M. LAMOURE	Administrateur
M. VAILLAUD	Administrateur
M. VALOT	Administrateur
M. WEYMULLER	Administrateur
Mme JEZEQUEL	Membre élu du Comité Central d'Entreprise
M. CARDENTI	Membre élu du Comité Central d'Entreprise
M. RIQUIER	Membre élu du Comité Central d'Entreprise
M. BURLIN	Directeur Délégué Général Finances et Contrôle
M. PICARD	Secrétaire du Conseil

Absent et représenté :

M. MAIRE	Représentant permanent de GDF, Administrateur

Absents et excusés :

M. CHARRON	Commissaire aux comptes
M. PROGLIO	Commissaire aux Comptes

Le quorum étant atteint, le conseil peut valablement délibérer.

1. .....

2. .....

3. .....

4. MISE EN OEUVRE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Comme suite à l'adoption par l'Assemblée Générale de ce jour d'une résolution autorisant une augmentation de capital de 0,6% réservée au personnel du Groupe, le Président informe les Administrateurs des dispositions qui restent à prendre par le Conseil pour mener à bien cette opération et notamment :

- fixer en particulier les conditions d'émission des actions nouvelles (prix, période de souscription, etc)
- donner pouvoir au Président pour constater la réalisation de l'augmentation de capital.
- établir le rapport du Conseil d'Administration, tenu à la disposition de tout actionnaire qui en ferait la demande.

Le Conseil arrête ensuite le texte du rapport après avoir apporté quelques modifications, et approuve la résolution suivante :

RESOLUTION

Aux termes de la première résolution adoptée par l'assemblée générale mixte du 30 avril 1998 et conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986, le Conseil d'Administration a été autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions d'un montant nominal maximum de 3 579 460 francs par l'émission d'actions à souscrire en numéraire et réservée aux salariés de TECHNIP et de ses filiales adhérentes du plan d'épargne Groupe.

Les filiales concernées sont : SPEICHIM PROCESSING, TECHNIP GEOPRODUCTION, TECH-ATLAN, TECHNIP SERI CONSTRUCTION, TPS-PEYRARD.

Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration décide de procéder en une seule fois à l'émission des actions correspondant à la totalité de l'augmentation de capital autorisée.

Les actions nouvelles seront souscrites par l'intermédiaire de deux fonds communs de placement Groupe, l'un étant le fonds ouvert en août 1995 dénommé FCP "ACTIONNARIAT TECHNIP", qui a déjà servi de support à l'augmentation de capital des deux années précédentes et l'autre, qui sera soumis prochainement à la COB et sous réserve de son accord définitif, ouvert spécifiquement pour l'augmentation de capital ci-dessus, qui permettra aux salariés optant pour ce fond, de bénéficier de toute hausse de l'action TECHNIP tout en étant protégé par une garantie à la baisse, comme à l'occasion de l'augmentation de capital de ces deux dernières années. Ce FCP sera dénommé FCP "TECHNIP Garanti 98".

Les conditions de l'émission sont les suivantes :

- les salariés bénéficiaires de cette émission d'actions nouvelles sont les salariés de TECHNIP et ceux des filiales adhérentes du plan d'épargne Groupe. Une ancienneté de 3 mois est requise pour pouvoir participer à l'opération.

- le nombre d'actions susceptibles d'être souscrites lors de cette émission réservée est fixé à 99.195 actions représentant un nominal de 1.983.905 francs,

- le prix d'émission des actions nouvelles est déterminé par rapport à la moyenne des premiers cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le 30 avril 1998, diminué de 20%, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'ordonnance du 21 octobre 1986, soit 590,60 francs.

- la souscription sera ouverte pendant quinze jours à compter du 15 juin 1998 et sera nécessairement close au plus tard le 26 juin 1998.

- la date de jouissance des actions nouvelles est fixée rétroactivement au 1er janvier 1998.

le conseil donne tous pouvoirs au Président pour établir la liste des souscripteurs, constater la réalisation de l'augmentation de capital, procéder à la modification des statuts et, plus généralement, effectuer toutes formalités requises et pour conférer à tout porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal du présent conseil tous pouvoirs aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

.....

Extrait certifié conforme
Paris la Défense, le

Patrick PICARD
Secrétaire du Conseil

Copie certifiée conforme
PARIS LA DÉFENSE, le

P. PICARD
Secrétaire du Conseil

TECHNIP

Société Anonyme au capital de 330.650.980 francs

170, Place Henri Régnault - La Défense 6

92973 PARIS LA DEFENSE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 30 AVRIL 1998

PROCES-VERBAL

L'an mil neuf cent quatre-vingt dix huit,

le trente avril à 14 heures 45,

les actionnaires de TECHNIP, société anonyme au capital de 330.650.980 francs, divisé en 16.532.549 actions de 20 francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, dans le Petit Amphithéâtre de la Maison de la Chimie, 28 rue Saint Dominique, à Paris 7ème, sur convocation du Conseil d'Administration, suivant avis publié par le Journal Spécial des Sociétés en date des 17 et 18 avril 1998 et au BALO du 15 avril 1998, ainsi que par lettre adressée le 15 avril 1998 à tous les titulaires d'actions nominatives à cette date. Le préavis de réunion a été publié au BALO du 25 mars 1998.

Une feuille de présence a été établie, à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Pierre VAILLAUD, Président du Conseil d'Administration.

M. FERRARI et M. JEUNET, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

M. PICARD est désigné comme secrétaire.

Le tout conformément à l'article 19 des statuts.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance, possèdent 5.989.617 actions, soit plus du tiers des actions ayant droit de vote.

Le Président constate que M. PROGLIO, représentant le CABINET BARBIER FRINAULT ET AUTRES, et M. CHARRON, Commissaires aux Comptes de la société, régulièrement convoqués, sont présents.

L'Assemblée pouvant ainsi valablement délibérer est déclarée régulièrement constituée.

M. le Président rappelle que l'Assemblée Générale Mixte est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

A/ RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Lecture du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

1. Autorisation à donner au Conseil de procéder à une augmentation de capital en une ou plusieurs fois, réservée au salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise dans la limite de 0,6 % du capital social existant.

2. Plan d'options TECHNIP 1996-1998 : Autorisation d'attribution d'options d'achat d'actions (tranche 1998).

B/ RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

3. Lecture du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire.

4. Lecture des rapports des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission et sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

5. Approbation des comptes sociaux et présentation des comptes consolidés de l'exercice 1997.

6. Affectation des résultats de l'exercice.

7. Renouvellement de l'autorisation d'acquisition par TECHNIP de ses actions pour en régulariser le marché.

8. Ratification de la cooptation d'Administrateurs.

9. Renouvellement de mandat d' Administrateurs.

10. Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes.

11. Quitus aux Administrateurs pour l'exercice 1997.

12. Fixation des jetons de présence.

C/ RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

13. Pouvoir pour formalités.

M. le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie de la lettre de convocation adressée aux titulaires d'actions nominatives, aux actionnaires qui en avaient formulé la demande, ainsi qu' aux commissaires aux comptes,
- un exemplaire du "Journal Spécial des Sociétés" des 17 et 18 avril 1998 et du BALO du 15 avril 1998 contenant avis de réunion,
- la feuille de présence de l'Assemblée et les pouvoirs des actionnaires représentés, ainsi que les votes par correspondance,
- un exemplaire des statuts de la société,
- un exemplaire des documents adressés aux actionnaires ou mis à leur disposition avant l'Assemblée, notamment le texte des projets de résolutions et les Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes.
- la liste des actionnaires,

Puis, le Président déclare que les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée, et que la société a satisfait, dans les conditions légales, aux demandes de documents dont elle a été saisie. L'Assemblée lui en donne acte.

M. le Président donne lecture de son allocution, du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire et fait une présentation de l'activité de 1997, détaillée dans le rapport du Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article 157 de la loi n° 66.537 du 24 juillet 1966.

A l'invitation du Président, les Commissaires aux comptes donnent lecture de leurs rapports.

Le Président offre alors la parole à ceux des actionnaires qui le désirent.

.....

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

A / RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, d'un montant nominal maximum de 1 983 900 francs par l'émission d'actions à souscrire en numéraire et réservées aux salariés de TECHNIP et de ses filiales adhérentes d'un plan d'épargne groupe, dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986.

Les salariés de TECHNIP et de ses filiales pourront souscrire par l'intermédiaire d'un ou plusieurs fonds communs de placement.

La présente décision comporte suppression en faveur desdits salariés du droit préférentiel des actionnaires à la souscription d'actions nouvelles, laquelle s'effectuera dans le cadre du plan d'épargne susvisé.

Cette autorisation est valable cinq ans à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration dans la limite des dispositions légales et réglementaires à l'effet, notamment de :

- déterminer le prix de souscription des actions nouvelles, étant entendu que ce prix ne pourra être ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur à cette moyenne diminuée de la décote maximale admise par la loi au jour de la décision du conseil d'administration ;

- arrêter l'ensemble des modalités de la ou des opérations à intervenir.

accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 26.580 voix

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et prenant acte de ce que le solde des options de souscription d'actions à consentir par rapport à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 1995 est de 138.711, autorise le Conseil d'Administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au titre de ces 138.711 options restantes, des options d'achat d'actions existantes de la société provenant de rachats effectués par la société, dans les conditions prévues par la loi, en lieu et place d'options de souscription d'actions.

Les bénéficiaires de l'opération pourront être certains salariés ou certaines catégories de personnel, tant de la société que des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions précisées par l'article 208-4 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Le prix d'achat des actions par les bénéficiaires sera fixé le jour où les options seront consenties par le Conseil d'Administration et ne pourra être ni inférieur à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action à la Bourse de Paris, sur le marché à règlement mensuel, lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options d'achat seront consenties, ni inférieur à 95 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre des articles 217-1 et/ou 217-2 de la loi du 24 juillet 1966.

Aucune option d'achat ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour fixer les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et, notamment, pour :

- fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires ; fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir ces bénéficiaires ; décider des conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions pourront être ajustés, notamment dans les hypothèses prévues aux articles 174-8 à 174-16 du décret du 23 mars 1967,

- fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée des options ne pourra excéder une période de huit ans, à compter de leur date d'attribution,

- prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions,

- accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités pouvant découler de la mise en oeuvre de la présente autorisation, modifier les statuts et, généralement, faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 70.174 voix.

B / RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu :

- la lecture du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice 1997,
- la lecture du Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice,
- les explications complémentaires fournies verbalement,

approuve les comptes et le bilan de l'exercice 1997 tels qu'ils sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 974 219 629,13 francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 23.600 voix.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le Rapport spécial des Commissaires aux Comptes, approuve en tant que de besoin les opérations visées dans ce rapport, en relation avec les dispositions de l'article 101 de la loi du 24 Juillet 1966.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 23.300 voix.

CINQUIEME RESOLUTION

Après affectation à la réserve légale d'un montant de 524 450,00 francs et affectation à la réserve spéciale des plus-values nettes à long terme, d'un montant de 455 521 478,50 francs, le bénéfice distribuable s'élève à 518 173 700,63 francs. L'assemblée Générale décide d'affecter au dividende la somme de 239 721 960,50 francs, soit un dividende net de 14,50 francs par action avant avoir fiscal. Le dividende avec avoir fiscal de 7,25 francs s'élève à 21,75 francs. Ce dividende sera mis en paiement le 29 mai 1998.

L'Assemblée Générale constate l'existence d'un solde s'élevant à 278 451 740,13 francs qu'elle décide d'inscrire au poste "Report à nouveau" qui se trouve ainsi porté au montant de 278 451 740,13 francs.

L'Assemblée Générale décide que la quote-part de bénéfice distribué revenant aux actions que la société détiendra sur elle-même à la date de mise en paiement du dividende sera affectée au compte "Report à nouveau".

Les montants du dividende mis en distribution au titre des trois exercices précédents et de l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

EXERCICES	DIVIDENDE	AVOIR FISCAL
1995	9,00 F	4,50 F
1996	10,50 F	5,25 F
1997	14,50 F	7,25 F

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 23.300 voix.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les comptes consolidés au 31.12.97 lui ont été présentés et que le Rapport du Conseil d'Administration relatif au Groupe est inclus dans le rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 23.300 voix.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration autorise, conformément aux articles 217-2 et suivants de la Loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, la société à opérer en Bourse sur ses propres actions en vue d'en régulariser le marché, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 850 F par titre, et le prix minimum de vente ne devra pas être inférieur à 500 F par titre sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société,

- le délai pendant lequel les interventions pourront avoir lieu expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998,

- les acquisitions réalisées par la société en vertu de la présente autorisation ne peuvent en aucun cas l'amener à détenir plus de 10% du nombre des actions composant le capital social.

- la cession ou le transfert de ces actions peut être effectué par tous moyens.

La présente autorisation remplace celle précédemment accordée par la résolution N°6 de l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 1997.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords en vue d'effectuer toutes formalités, toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 23.375 voix.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la nomination provisoire faite par le Conseil d'Administration dans sa séance du 11 décembre 1997 de M. Olivier APPERT comme Administrateur, en remplacement de M. Pierre JACQUARD, démissionnaire.

Conformément à l'article 13 des statuts, M. Olivier APPERT exercera ses fonctions pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1998.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la nomination provisoire faite par le Conseil d'Administration dans sa séance du 11 mars 1998 de M. Bruno WEYMULLER comme Administrateur, en remplacement de la Société SOGELFA, démissionnaire.

Conformément à l'article 13 des statuts, M. Bruno WEYMULLER a exercé ses fonctions pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à la date de la présente assemblée générale ordinaire, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1997.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la nomination provisoire faite par le Conseil d'Administration dans sa séance du 11 mars 1998 de M. Jean-Pierre LAMOURE comme Administrateur, en remplacement de M. Yves EDERN, démissionnaire.

Conformément à l'article 13 des statuts, M. Jean-Pierre LAMOURE a exercé ses fonctions pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à la date de la présente assemblée générale ordinaire, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1997.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de M. Philippe JEUNET est arrivé à ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de trois ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de M. Jean Pierre LAMOURE est arrivé à ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de trois ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 75 voix.

TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de M. Pierre VAILLAUD est arrivé à ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de trois ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de M. Miguel CAPARROS est arrivé à ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de trois ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de M. Bruno WEYMULLER est arrivé ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de trois ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 75 voix.

SEIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de commissaire aux comptes titulaire du Cabinet BARBIER, FRINAULT et AUTRES vient ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de six ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIX SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de M. Claude CHARRON vient ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de six ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIX HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de commissaire aux comptes suppléant du Cabinet BARBIER, FRINAULT et AUTRES de M. Gilles PUISSOCHET vient ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de six ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIX NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de commissaire aux comptes suppléant de M. CHARRON de M. Laurent LEVESQUE vient ce jour à expiration, renouvelle son mandat pour une période de six ans qui expirera à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VINGTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 1997.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VINGT ET UNIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à la somme de 1 040 000 francs les jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1998.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité moins 75 voix.

VINGT DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'extraits ou de copies du procès-verbal constatant ses délibérations à l'effet d'accomplir tous dépôts et publications nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16 H 40.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau.

Les Scrutateurs | Le Président | Le Secrétaire

Copie certifiée conforme
PARIS-LA DÉFENSE, le

P. PICARD
Secrétaire du Conse

TECHNIP

La Défense 6 - 170 Place Henri Régnault

92973 PARIS LA DEFENSE CEDEX

R.C.S NANTERRE B 589.803.261

STATUTS

24 JUILLET 1998

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE I - FORME DE LA SOCIETE

La Société TECHNIP est constituée sous la forme d'une société anonyme, régie par les dispositions de la loi du 24 juillet 1966, du décret du 23 mars 1967, des lois en vigueur sur les sociétés anonymes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination : TECHNIP

Sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale devra toujours être précédée ou suivie des mots "société anonyme" écrits lisiblement, ou des initiales "S.A.", de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce.

ARTICLE 3 - OBJET

Cette Société a pour objet en tous pays :

Tous études, recherches et services liés au dessin et à la réalisation, à la modification ou à l'entretien d'installations pétrolières, chimiques ou autres, ainsi qu'à l'entreprise générale dans ces mêmes domaines.

L'assistance technique et les opérations d'expertise.

La représentation de toutes les firmes et compagnies étrangères qualifiées dans la technique et les procédés de construction, le montage et l'équipement de raffineries de pétrole, d'usines de produits chimiques ou autres.

L'exécution de toutes recherches dans les applications de la Chimie, de la Physique et des Sciences connexes et l'enseignement de ces Sciences.

Le développement et la mise au point de tous procédés pour l'utilisation pratique sur le plan industriel des résultats des études effectuées par la Société ou par toute autre personne, physique ou morale.

La prise de tous brevets relatifs aux procédés ainsi mis au point et l'exploitation sous une forme quelconque desdits brevets.

Toutes opérations immobilières, commerciales, financières et industrielles se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets sus-énoncés et à tous objets similaires ou connexes.

Le tout, tant par elle-même que comme intermédiaire pour le compte de tiers et en participation, ou en commissionnaire.

La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations de cette nature, soit par voie de création de sociétés, d'apports à des sociétés déjà existantes, de fusion avec elles, de cession à des sociétés de tout ou partie de ses biens ou droits immobiliers et mobiliers, de souscriptions, achats et ventes de titres et droits sociaux, de commandites, d'avances, de prêts ou autrement.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la Société est : La Défense 6, 170 Place Henri Régnault, 92973 PARIS LA DEFENSE CEDEX.

Il pourra être transféré dans tout endroit du département des Hauts-de-Seine ou dans tout endroit d'un département limitrophe des Hauts-de-Seine par décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Il pourra être transféré partout ailleurs par décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf ans à compter du 21 avril 1958. Elle se terminera donc le 20 avril 2057, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration convoquera l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires à l'effet à statuer sur la prorogation de la Société.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 332.513.700 francs, divisé en 16.625.685 actions de 20 francs de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées.

ARTICLE 7 - LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions à souscrire contre espèces est payable soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet, un quart au moins lors de la souscription et le surplus en une ou plusieurs fois dans le délai maximum imposé par la législation en vigueur aux époques et dans les proportions déterminées par le Conseil d'Administration qui pourra autoriser tout versement anticipé et accepter toute libération par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

ARTICLE 8 - INTERETS SUR PAIEMENTS TARDIFS

Tout versement en retard porte intérêts de plein droit en faveur de la Société à un taux de 2 % au dessus de celui des avances de la Banque de France avec un minimum de 7 % à compter de l'exigibilité et sans aucune mise en demeure.

ARTICLE 9 - FORME ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Elles sont librement négociables sous réserve des dispositions législatives et réglementaires. Elles se transmettent par virement de compte à compte.

La Société peut à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres (SICOVAM) des renseignements lui permettant d'identifier les détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux Assemblées, ainsi que la quantité des titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

A l'intérieur de chaque catégorie d'actions, chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle au nombre d'actions émises.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou à la suite d'une augmentation ou d'une réduction de capital, quelles qu'en soient les modalités, d'une fusion ou de toute autre opération, les propriétaires de titres en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer leurs droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou de droits formant rompus nécessaires.

ARTICLE 12 - FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Tout actionnaire agissant seul ou de concert, sans préjudice des seuils visés à l'article 356-1 alinéa 1 de la loi du 24 juillet 1966, venant à détenir directement ou indirectement 2,5 % du capital ou des droits de vote de la Société ou un multiple de ce pourcentage inférieur ou égal à 32,5 % est tenu d'informer, par lettre recommandée avec avis de réception, la Société dans le délai prévu à l'article 356-1 de la loi du 24 juillet 1966.

L'information prévue à l'alinéa précédent pour tout franchissement de seuil d'un multiple de 2,5 % du capital ou des droits de vote est également faite lorsque la participation au capital devient inférieure au seuil mentionné ci-dessus.

Le non-respect de déclaration des seuils, tant légaux que statutaires, donne lieu à privation des droits de vote dans les conditions prévues à l'article 356-4 de la loi du 24 juillet 1966 sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital ou des droits de vote de la Société.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration de 3 à 24 membres.

Chacune des personnes morales qui font partie du Conseil d'Administration est tenue, lors de sa nomination, de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente ; elle doit, si elle révoque son représentant ou en cas de décès ou de démission de celui-ci, désigner un nouveau représentant permanent.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ; toutefois en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire statuant sur l'opération.

Sauf l'effet du renouvellement dont il sera ci-après parlé, la durée des fonctions des administrateurs est de trois années.

Le Conseil se renouvellera partiellement tous les ans, à raison d'un nombre tel que le renouvellement soit complet dans chaque période de trois ans, et se fasse aussi régulièrement et également que possible, suivant le nombre des administrateurs.

Pour les premières applications de cette disposition, le sort indique l'ordre des sorties ; une fois le roulement établi, les administrateurs sortants seront ceux dont les fonctions ont eu la plus longue durée depuis leur dernière nomination.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

ARTICLE 14 - BUREAU DU CONSEIL - REUNIONS - DELIBERATIONS - PROCES VERBAUX

I. Le Conseil d'Administration nomme, parmi ses membres, personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Conseil peut également nommer, même en dehors de ses membres, un secrétaire pour une durée qu'il détermine.

Le Président et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

II. Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il se réunit sur convocation de son Président ou du tiers au moins des administrateurs, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

Les réunions du Conseil d'Administration ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué sur l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par écrit ou en cas d'urgence verbalement avec confirmation par télécopie.

Le Conseil peut toujours valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés.

III. Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président, un administrateur proposé par le Président pour ce faire, ou, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Tout administrateur empêché d'assister à une réunion du Conseil peut mandater, par écrit, un de ses collègues à effet de le représenter, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues et chaque pouvoir ne peut être donné que pour une réunion déterminée du Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Des membres de la direction peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions du Conseil à la demande du Président.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du Président est prépondérante.

IV. Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un Directeur Général ou un fondé de pouvoirs spécialement habilité à cet effet.

ARTICLE 15 - ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et prendre toutes décisions relatives à tous actes d'administration et de disposition.

Le Conseil exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires.

Le Conseil peut consentir à tous mandataires de son choix, toutes délégations de pouvoirs, temporaires ou permanentes, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

ARTICLE 16 - ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT & DES DIRECTEURS GENERAUX

I. Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la Loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

II. Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques d'assister le Président en qualité de Directeur Général.

A l'égard des tiers, les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président.

ARTICLE 17 - REMUNERATIONS DES ADMINISTRATEURS ET DE LA DIRECTION GENERALE

I. L'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II. La rémunération du Président et celle des Directeurs Généraux sont librement fixées par le Conseil d'Administration.

III. Le Conseil peut allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs dans les conditions applicables aux conventions sujettes à autorisation, conformément aux dispositions des articles 101 à 106 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966. Il peut aussi autoriser le remboursement des frais et dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la Société.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au moins deux commissaires aux comptes titulaires et au moins deux commissaires aux comptes suppléants sont nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour six exercices, leurs fonctions expirant après approbation des comptes du sixième exercice.

TITRE V

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 19 - REGLES GENERALES

Les Assemblées Générales sont composées de tous les actionnaires y ayant accès. Elles représentent l'universalité des actionnaires.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 et par son décret d'application.

Elles sont réunies au siège ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Elles sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou un administrateur proposé par le Président pour ce faire ou, à défaut, par l'administrateur présent le plus âgé.

Tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux Assemblées Générales, en y assistant personnellement, en y retournant un bulletin de vote par correspondance ou en désignant un mandataire, sous la condition :

- pour les titulaires d'actions nominatives, d'une inscription nominative dans les registres de la Société.

- pour les titulaires d'actions au porteur, du dépôt, aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, d'un certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée.

ARTICLE 20 - DROIT DE VOTE DOUBLE

A compter du 24 novembre 1995, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, sera attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur pour quelque raison que ce soit perdent le droit de vote double.

TITRE VI

INVENTAIRES - BENEFICES - FONDS DE RESERVE

REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 21 - **EXERCICE SOCIAL**

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 22 - **COMPTES ANNUELS**

Le Conseil d'Administration tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce. Une Assemblée Générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice, ou, en cas de prolongation dans un délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 23 - **REPARTITION DES BENEFICES**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours si cette réserve vient à être entamée.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votées par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par le Conseil d'Administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

TITRE VII

DISSOLUTION ANTICIPEE - LIQUIDATION

ARTICLE 25 - CAUSES DE DISSOLUTION

La dissolution de la Société a lieu de plein droit à l'expiration de sa durée, sous réserve des dispositions de l'article 5 des statuts.

Elle peut, en outre, être prononcée par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire délibérant comme il est dit à l'article 22 des statuts.

Elle peut encore être prononcée sur la demande de toute partie intéressée, lorsqu'un an s'est écoulé depuis la date où le nombre des actionnaires est devenu inférieur à sept.

Enfin, elle peut être prononcée en cas de perte de la moitié du capital social.

Si ce dernier cas se présentait, le Conseil d'Administration serait tenu, dans les quatre mois à compter de l'approbation des comptes ayant fait apparaître la perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

A défaut de réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, comme dans le cas où cette Assemblée n'aurait pu délibérer valablement sur dernière convocation, ou encore si l'Assemblée a décidé la poursuite de l'activité sociale et qu'il n'a pas été procédé dans les délais légaux aux régularisations prévues par la loi, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

ARTICLE 26 - LIQUIDATION

Dans tous les cas où l'Assemblée Générale Extraordinaire prononce la dissolution, elle prescrit le mode de liquidation, désigne elle-même les liquidateurs et détermine les traitements, émoluments ou honoraires qui doivent leur être alloués.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires aux comptes.

Les liquidateurs sont au surplus investis des droits et pouvoirs les plus étendus conformément à la loi et aux usages du commerce pour réaliser l'actif mobilier et immobilier de la Société par vente amiable ou judiciaire et pour en toucher le prix, notamment, toucher les sommes dues à la Société et pour acquitter toutes celles qu'elle peut devoir en capitaux, intérêts ou accessoires, pour exercer toutes poursuites, contraintes ou diligences, pour plaider et s'opposer, appeler pour consentir toutes mainlevées et désistements, avec ou sans paiement, pour traiter tout ce qui est nécessaire à la liquidation et à ses suites et besoins, sans aucune exception ni réserve.

Ils peuvent, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire, faire le transfert ou la cession à tous particuliers ou à toute autre Société, soit par voie d'apport, soit autrement, de tout ou partie des droits, actions et obligations de la Société dissoute, et ce, contre espèces ou contre des titres de quelque nature que ce soit.

La cession de tout ou partie de l'actif de la Société en liquidation à une personne ayant eu dans la Société la qualité d'administrateur, de Directeur Général, de commissaire aux comptes ou de contrôleur, requiert le consentement unanime des actionnaires. La cession de l'actif de la Société en liquidation au liquidateur ou à ses employés ou à leurs conjoints et ascendants, est interdite.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil.

ARTICLE 27 - POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE

Les pouvoirs de l'Assemblée Générale subsistent pendant la durée de la liquidation.

L'Assemblée peut désigner des contrôleurs chargés de surveiller la liquidation et dont elle fixe le traitement.

Elle approuve les comptes des liquidateurs et leur donne quitus en fixant les derniers dividendes à répartir.

Les membres du Conseil ayant cessé leurs fonctions, l'Assemblée Générale élit son Président sur la réquisition des liquidateurs.

ARTICLE 28 - MODALITES DE LA LIQUIDATION

Après prélèvement du Passif et des charges de la Société, le produit net de la liquidation sera réparti de la manière suivante :

- on procédera d'abord au remboursement du capital non amorti,
- on distribuera ensuite le surplus entre tous les actionnaires en proportion de leurs droits.

Aug.

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE
24 AOUT 1998
DÉPÔT N° 19

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes contestations relatives à l'application des présents statuts qui pourraient s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, entre les actionnaires et la Société, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent, et toutes assignations et significations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance compétent.

ARTICLE 30 - POUVOIRS POUR ACCOMPLIR LES FORMALITES

Pour faire publier les présents statuts et tous actes qui en seront la suite tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait desdits actes.